

Objet **[INTERNET] enquete publique UGI'RING**
De [REDACTED]
À <pref-icpe@savoie.gouv.fr>
Date 06/03/2024 17:06
Priorité Normale



[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

à Commissaire enquêteur du projet UGI'RING à La Léchère

Naves, le 6 mars 2024

Enquête publique en cours

Madame,

En ma qualité de citoyen de la commune mais aussi de conseiller municipal et conseiller communautaire, j'ai pris connaissance de l'enquête publique en cours.

En premier lieu je voudrais parler du déficit démocratique présent dans ce dossier :

- Aucun débat n'a été conduit en amont, depuis l'arrêt d'activité de Ferropem, pour penser le devenir de ces 9ha industriels depuis un siècle ; ni avec les élus de terrain (conseillers municipaux ou communautaires), ni avec la population ; étant donné le manque de terrains pour activités artisanales et industrielles, déploré régulièrement par l'APTV (Pays de Tarentaise Vanoise), il aurait certainement été opportun de dédier cette zone à l'accueil d'entreprises du territoire qui cherchent un terrain ;
- Très faible communication sur l'ouverture de l'enquête publique : concernant La Léchère seulement une affiche peu lisible reprenant l'Avis d'Enquête à la mairie centrale et à Petit Cœur, pas d'affichage sur les nombreux autres panneaux municipaux des 8 communes déléguées ; le bouche à oreille et l'action militante d'affichage a permis d'avoir une centaine de personnes à la réunion publique du 12 février, mais beaucoup de nos concitoyens n'avaient pas eu l'information, ce qui explique pourquoi nous étions 300 à Petit Cœur le 1^{er} mars lors d'une réunion organisée par un collectif d'habitants ;

Très symptomatique de ce problème de communication, j'ai dû voter contre le PV de la séance du conseil municipal du 19 janvier 2024, jour où UGI'RING est venu présenter son projet, car il n'était pas fait mention du classement Seveso ni des cheminées.

Afin de pallier ce déficit démocratique, je fais trois propositions :

- Prolonger l'enquête publique ou la suspendre, et organiser au moins une nouvelle réunion publique en présence des porteurs du projet ;
- Mettre en place une sorte de convention citoyenne avec pour partie des personnes du territoire tirées au sort, chargée de réfléchir à la destinée de ce terrain de 9ha ;
- Organiser un référendum local pour faire un choix entre au moins 2 projets, celui actuel de UGI'RING, et celui élaboré par la convention citée plus haut ;

Par ailleurs je suis en manque d'informations sur les conditions de la cession du site par Ferropem : y-a-t-il des conditions suspensives en cas de refus d'autorisations administratives ? A combien ont été évaluées les obligations de restitution d'un site dépollué par Ferropem ?

Sur le fond du dossier présenté, je me suis attaché à faire la balance la plus objective possible entre les impacts positifs et les impacts négatifs du projet présenté.

Seul le projet de recyclage industriel de déchets est intéressant dans ce dossier. L'impact sur l'emploi n'est même pas à mettre du bon côté de la balance, car 50 emplois dont une bonne partie viendront d'Ugine, ce n'est pas du tout intéressant eu égard aux emplois qui pourraient être générés sur ces 9 ha en accueillant d'autres types d'entreprise à plus forte valeur ajoutée.

Du côté négatif de la balance nous avons :

- Dégradation de la qualité de l'air: déjà fortement impactée par le trafic routier de la RN 90, l'usine Tokai et

- Risques accentués sur les productions alimentaires: l'agriculture pourra être impactée par les résidus toxiques, car il ne suffit pas de « respecter les normes », il ne faut aucun produit toxique sur les productions agricoles, car la chaîne alimentaire finit par impacter la santé humaine et celle de tous les animaux ;
- Dégradation de la qualité de l'eau : le classement SEVESO seuil haut provient de ce risque de contamination des eaux ; il est **particulièrement dommageable à proximité d'une station thermale** dont la qualité et les vertus de ses eaux sont sa raison d'être ;
- Aspect expérimental de cette technique industrielle : une telle expérimentation dans une vallée étroite, à proximité immédiate d'habitations, d'établissements recevant du public et notamment une école et bientôt une crèche, est particulièrement inappropriée ;
- Risques d'explosions: ce danger est plus ou moins bien évalué mais il est réel, et donc très impactant à côté des maisons, des ERP et de la RN90 où stagnent parfois des centaines de voitures ;
- Traffic poids lourd : le transport des matériaux entrés et sortis est annoncé se faire par poids lourds (les dirigeants ont annoncé en réunion publique qu'il n'était pas envisagé de transport par fret ferroviaire) ; ceci va provoquer de fortes nuisances avec une vingtaine de camions par jour ;
- Dégradation du paysage: avec 4 cheminées de 33 mètres dans un premier temps, l'environnement paysager ne va pas s'améliorer dans cette vallée qui est la porte d'accès de milliers de touristes à la montagne, et aux activités de loisir et de soin de cure ;
- Impacts sur l'école : de nombreuses personnes m'ont fait part de leur intention de retirer leurs enfants de l'école de Petit Cœur si ce projet advient ; d'autres envisagent de déménager ; ce projet industriel aurait ainsi un **effet démographique qui s'oppose à celui de la municipalité** qui cherche à attirer les habitants et conforter les effectifs scolaires ;

- d'une part que le groupe Swiss Steel trouve un autre emplacement pour ce projet
- d'autre part que les collectivités, de concert avec la population, travaillent à un autre projet pour une utilisation vertueuse des 9ha libérés.

[REDACTED]